

## TIZI-OUZOU/VIOLENT REQUISITOIRE CONTRE LE POUVOIR

## Une marche et une occupation du ministère des Moudjahidine envisagées

Les membres de la Fédération des fils de chouchada de la wilaya de Tizi-Ouzou, réunis en grand nombre jeudi 25 janvier au centre des œuvres sociales de l'éducation, ont dressé un violent réquisitoire contre le pouvoir qualifié en termes réservés habituellement aux collaborateurs de l'occupation coloniale.

Le réquisitoire n'a épargné ni le sommet du pouvoir ni les responsables des organisations de fils de chouchada qui auraient trahi cette frange qu'ils sont censés représenter et défendre, et qui ne seraient même pas des fils de chouchada, d'après les moudjahidine de leurs régions respectives. Très véhéments à l'égard du pouvoir, qui a bafoyé leurs droits, les intervenants ont proposé d'organiser une marche à Alger, une occupation du ministère des Moudjahidine, le boycott du référendum et des élections législatives et locales, la démission des fils de chouchada de l'APN et des autres institutions de l'Etat, l'empêchement des commémorations par les officiels, l'élaboration d'une plate-forme à remettre au président de la République, l'exclusion des binationaux des postes de responsabi-

lé... Provoquée en réaction aux rumeurs distillées par des officiels à propos d'une pension instituée par la loi de finances 2007 au bénéfice soi-disant fils de chouchada, selon les déclarations officielles répercutées par la presse, la réunion, qui a regroupé, pour une fois, un grand nombre de responsables locaux de la fédération s'est transformée en un procès en règle de ceux qui ont accaparé le pouvoir et les biens du peuple au nom de la Révolution livrant, à l'occasion, les fils de chouchada, qui vivent en majorité dans un dénuement total, en pâture à la vindicte populaire sous le fallacieux prétexte qu'ils auraient bénéficiés de privilèges exorbitants et ce, au moment où la loi 99-05 est toujours bloquée au niveau de la présidence.

La pension visée par la loi de finances 2007 ne concerne, soulignent les responsables de la fédération, que les pupilles de la nation, ceux dont le père et la mère sont tombés en martyrs de la Révolution. Ils sont très peu nombreux, selon les mêmes sources, qui se demandent pourquoi les a-t-on oubliés jusque-là, pourquoi une telle loi maintenant, une loi de plus qui, assure-t-on, sera vouée aux oubliettes

comme toutes celles consacrant les droits des ayants droit de chouchada.

Les présidents des associations locales affiliées à la fédération ont tous dénoncé le pouvoir qui indemnise les terroristes et les victimes du Printemps noir mais tergiverse lorsqu'il s'agit d'accorder leur dû aux ayants droit de chouchada.

Très mécontents, les participants ont rappelé les conditions humiliantes qui leur ont été réservées durant leur jeunesse, élevés avec une allocation d'un dinar, regroupés dans des centres comparés aux camps de concentration de triste mémoire pendant que leurs mères servaient de femmes de ménage dans les administrations et chez les nouveaux riches.

Ils n'ont pas manqué de se faire l'écho de la campagne en cours contre les faux moudjahidine citant des exemples concrets de traîtres et de nouveaux moudjahidine plus jeunes que les plus jeunes des fils de chouchada.

Amar Mellah, présent dans la salle, a livré, à ce propos, quelques exemples précis annonçant, par ailleurs, la venue prochaine de l'ex-colonel Ahmed Bencherif, qui détiendrait, en sa qualité d'ancien commandant de la gendarmerie, des dossiers sur des gens au sommet de l'Etat.

Il propose à la fédération de se préparer à accueillir cet ex-membre du Conseil de la révolution et président de la nouvelle association nationale de lutte contre les faux moud-

jahidine. Des traîtres à la nation se seraient enrichis, seraient mariés aux femmes et filles de chouchada et seraient dans les sphères du pouvoir avec la complicité d'anciens moudjahidine qui les ont blanchis, affirmant certains intervenants.

Parmi eux certains donnent même les pensions qui seraient allouées aux différentes catégories dans lesquelles se trouvaient ses faux moudjahidine entre 9 et 18 millions, précisent-ils.

Il est temps de passer à l'action pour arracher nos droits et défendre la patrie, le pouvoir ne comprend que le langage de la force, soulignent tous les intervenants qui font une comparaison entre le traitement réservé par le pouvoir "aux terroristes assassins du peuple et destructeurs de l'économie nationale, aux saccageurs des arouch, d'une part, et aux enfants de chouchada, d'autre part. "Il ne s'agit pas de faire comme eux mais défendre avec détermination nos droits et rétablir la dignité des vrais fils de chouchada quitte à aller en prison ou à mourir".

Les propositions d'action émanant de l'assemblée des responsables locaux seront étudiées en réunion restreinte mardi prochain, l'organisation d'un meeting proposée par l'association d'Iboudraren semble d'ores et déjà retenue comme première étape de mobilisation et de mise en œuvre de l'ineffable offensive des fils de chouchada.

B. T.

## MEDEA

## Apparition de foyers de leishmaniose à Chahbounia

La situation sanitaire qui prévaut actuellement dans certaines communes de la zone d'action de Médéa et la psychose induite par l'apparition de nombreux foyers, notamment la leishmaniose à Chahbounia, 117 km au sud du chef-lieu de wilaya, a suscité une grande inquiétude dans la région. Les questions interpellant les responsables du secteur étaient axées essentiellement sur la couverture sanitaire en milieu rural, sachant que celle-ci représente le maillon faible de la chaîne d'intervention et de prévention.

Au même titre que les autres secteurs névralgiques, celui de la santé a subi les effets de la réforme du système de santé national, initié depuis quelques années, avec son lot de difficultés, d'incompréhensions, de réticences et de lourdeurs qui se dressent en obstacles infranchissables et c'est ce qui explique, parfois, les réactions exprimées çà et là sur la sévérité des jugements au premier contact avec la réalité.

Malgré la multiplication des facteurs exogènes qui empêchent la transition vers un système plus performant et plus souple, mais surtout humain, des efforts sont toutefois consentis au niveau local, selon les crédits alloués et les initiatives de la tutelle, afin de garantir un accès aux soins à de larges franges de la population. Durant ces cinq dernières années, plus de 42 milliards de centimes ont été alloués au secteur de la santé, une somme qui reste insuffisante, comparativement aux besoins réels des populations.

Un choix a été fait suivant les autorisations d'inscription accordées par le ministère de la Santé pour privilégier les actions prioritaires et, en même temps, cibler les zones à grande concentration urbaine. Des palliatifs ont été introduits dans le système de couverture sanitaire afin de toucher les populations enclavées, à travers la mise en place d'unités de soins légères et d'équipes mobiles.

Un effort financier du ministère est le bienvenu si on veut élargir le champ d'intervention et assurer une meilleure couverture, car le seul aspect financier ne peut pallier les actions complémentaires et primordiales que sont la prévention et l'information.

Hamid Sahnoun

## MAÂTKAS

## Agréable métamorphose du chef-lieu

Offrant, il y a juste quelquel temps, une image des plus hideuses et des plus indignes, où tout se mêlait inextricablement au chef-lieu de daïra, Souk El-Khemis, chef-lieu de la commune et de daïra de Maâtkas, est en train d'opérer "merveilleusement sa mue", comme le commente les citoyens unanimement, en se transformant, en un petit laps de temps en un lieu des plus organisés s'adjugeant le visage d'une sympathique et paisible petite ville où tout semble bien ordonné et redevient de ce fait la belle vitrine qui rehausse l'image de marque de toute la région de Maâtkas.

En effet, ce lieu en proie à une débandade et bidonvillisation tous azimuts, squattage de trottoirs, prolifération de baraques... et où régnait une insécurité, diurne comme nocturne, Souk-El-Khemis est en train de se réapproprier sa renommée de havre de paix qui lui reconnue à travers les temps.

L'ouverture de la Sûreté de daïra qui est intervenue tout juste cette fin d'année a permis le retour de la sérénité à la place du tintamarre et du tapage assourdissants et de la circulation anarchique qui caractérisaient les lieux ces dernières années. Plusieurs travaux ont été engagés, comme la réfection des trottoirs et l'éclairage public qui, la nuit tombée, confère à la ville plus d'embellissement. Même la vie nocturne semble reprendre son droit de cité.

En effet, les habitants de cette localité commencent à renouer avec leur vie d'antan dans un climat qui, à l'allure et dans le sens où les choses semblent évoluer, va en s'améliorant. Par ailleurs, cette avancée a donné des ailes et encouragé les responsables locaux, eux qui parlent d'un prochain grand plan d'aménagement, avec l'extension de l'éclairage public, la réalisation d'espaces verts...

F. B.

## BOGHNI

## Bientôt une bibliothèque communale et un centre omnisports

Pour l'année en cours, la ville de Boghni, selon son premier responsable, bénéficiera de plusieurs projets. Projets jugés, d'ailleurs, grandioses pour leur utilité publique et leur enveloppe financière conséquente.

En plus du revêtement des routes, de l'éclairage public entrepris l'année précédente et qui sont, aujourd'hui, au stade final de concrétisation, l'APC de Boghni compte réaliser durant cette nouvelle année une bibliothèque communale, un centre omnisports ainsi que d'autres projets à caractère socioéconomique.

S'agissant de la bibliothèque communale, ce projet, nous dit-on, est au stade de finalisation. Le site est choisi, il ne reste, selon le P/APC, que de statuer sur deux options soumises aux membres de l'exécutif. La première consiste à raser totalement le site, situé au centre-ville et abritant autrefois l'ex-brigade de gendarme-

rie, pour ériger à sa place une tour de plusieurs étages. Quant à la deuxième option, elle se limitera à des travaux de réfection pour, d'une part, garder les vestiges architecturaux datant de l'époque coloniale et, d'autre part, permettre une réalisation moins coûteuse dans des délais raisonnables.

Le deuxième projet d'envergure inscrit par l'exécutif, à savoir le centre omnisports, l'assiette pouvant loger cet établissement sportif ne pose pas de problème, puisque le site est déjà sélectionné. Il s'agit d'un terrain nu situé à la sortie ouest de la ville. Le projet sera confié à un bureau dont le choix sera fixé par voie de soumissions, ajoute-t-on.

Pour diminuer le chômage endémique et venir en aide aux jeunes oisifs, l'APC de Boghni lancera cette année l'opération de construction d'un lot de locaux à l'intérieur du marché de la ville. Ces locaux seront

attribués aux jeunes chômeurs, soit un local pour deux jeunes, qui veulent renouer avec les activités artisanales d'antan.

En outre, on apprend de source sûre que le logement social est de retour à Boghni-centre, mais cette fois avec une armada de conditions. 232 logements sociaux seront distribués incessamment aux profits des familles dont le besoin est nettement prouvé.

Des dossiers atterrissent chaque jour au siège de la daïra, qui procédera, conjointement avec l'APC, aux enquêtes administratives pour arrêter la liste des bénéficiaires.

D'autres actions non moins importantes sont inscrites dans le programme de l'année en cours : de nouvelles routes pour désengorger la ville étouffée par une circulation dense et des stations de dessalement de l'eau potable, entre autres.

Ali Khalifa